

## L'emploi intérimaire recule au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-1,7 %)

Après un recul historique lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, suivi de sept trimestres consécutifs de rattrapage, l'emploi intérimaire recule au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-1,7 %, soit -13 800 intérimaires, après +5,8 %, soit +45 900 intérimaires, au trimestre précédent). Il reste néanmoins au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire : fin mars 2022, l'emploi intérimaire est supérieur de 4,6 % au niveau de fin décembre 2019.

L'emploi intérimaire diminue dans l'ensemble des secteurs. Le nombre d'intérimaires diminue modérément dans l'industrie (-0,9 %, après +7,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021) et le tertiaire (-1,1 %, après +5,4 %) et plus fortement dans la construction (-4,3 %, après +4,4 %). L'emploi intérimaire est ainsi inférieur à son niveau d'avant-crise dans la construction (-5,0 % par rapport à fin 2019), alors qu'il y est nettement supérieur dans le secteur des services (+10,7 %) et le dépasse dans une moindre mesure dans l'industrie (+2,6 %).

Mesuré en moyenne sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le volume de travail temporaire (en équivalent temps plein) augmente par rapport au trimestre précédent (+3,2 %, après +5,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021), reflétant ainsi le dynamisme de l'emploi intérimaire au début du 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

### Le nombre d'intérimaires recule (-1,7 %) au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

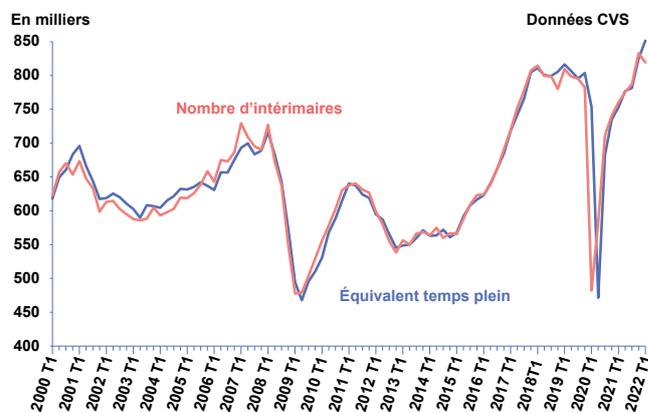
À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, on dénombre 819 100 intérimaires en France (graphique 1, tableau 1), soit 3,1 % de l'ensemble des salariés (-0,1 point par rapport au trimestre précédent et +0,1 point par rapport à fin 2019, tableau 2 et tableau complémentaire 1). Après sept trimestres consécutifs de hausse ayant fait suite au recul historique du premier trimestre 2020, l'emploi intérimaire diminue au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 : il recule de 1,7 % entre fin décembre 2021 et fin mars 2022, soit -13 800 intérimaires (après +5,8 % au tri-

mestre précédent, soit +45 900 intérimaires). Il reste néanmoins au-dessus de son niveau d'avant-crise (+4,6 % par rapport à fin décembre 2019).

La hausse du nombre de contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires se poursuit néanmoins (+4,0 %, après +2,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 ; tableau complémentaire 2) : son niveau dépasse de 16,5 % celui d'avant-crise, tel que mesuré fin décembre 2019. Fin mars 2022, on dénombre 58 000 CDI intérimaires, soit 7,1 % de l'effectif total d'intérimaires en fin de trimestre.

Le volume de travail temporaire, mesuré en équivalent temps plein (ETP) sur l'ensemble du trimestre, augmente au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (+3,2 % soit +26 600 ETP, après +5,5 % au trimestre précédent, soit +43 200 ETP), reflétant ainsi le dynamisme de l'emploi intérimaire en janvier suivi d'un recul à partir de février.

GRAPHIQUE 1 | Volume de travail temporaire en équivalent temps plein et nombre d'intérimaires en fin de trimestre



Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

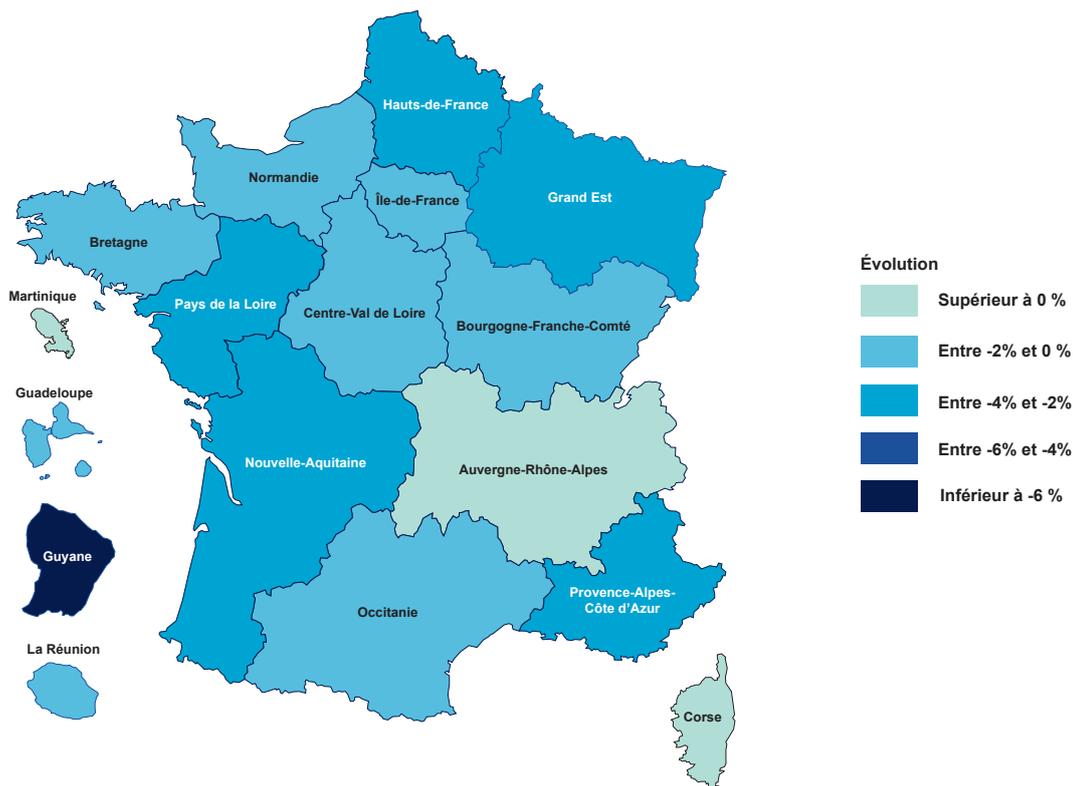
## Dans l'industrie, l'emploi intérimaire diminue légèrement

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'emploi intérimaire diminue modérément dans l'industrie (-0,9 % soit -2500 intérimaires, après +7,4 % soit +19800; tableau 1). Il s'établit à 285 500 intérimaires, soit 8,3 % de l'ensemble des salariés du secteur (-0,1 point par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et +0,2 point par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019). En revanche, le nombre d'intérimaires continue à progresser dans la fabrication de matériels de transport (+4,0 % soit +1200, après 12,3 %

soit +3200) même s'il y reste nettement inférieur au niveau atteint fin décembre 2019, avant la crise liée au Covid-19 (-20,2 %; tableau complémentaire 1). Dans l'ensemble de l'industrie, l'emploi intérimaire dépasse son niveau d'avant crise sanitaire (+2,6 %).

La dynamique de l'emploi intérimaire dans le secteur industriel diffère selon les régions (carte 1a, tableau complémentaire 3). Il diminue plus fortement qu'au niveau national en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-4,8 %, après +7,4 %), en Bretagne (-2,9 %, après +6,3 %) et en Nouvelle-Aquitaine (-2,5 %, après +3,6 %). Au contraire, il augmente notamment en Centre-Val de Loire (+2,3 %, après +9,2 %) et en Île-de-France (+2,2 %, après +6,0 %).

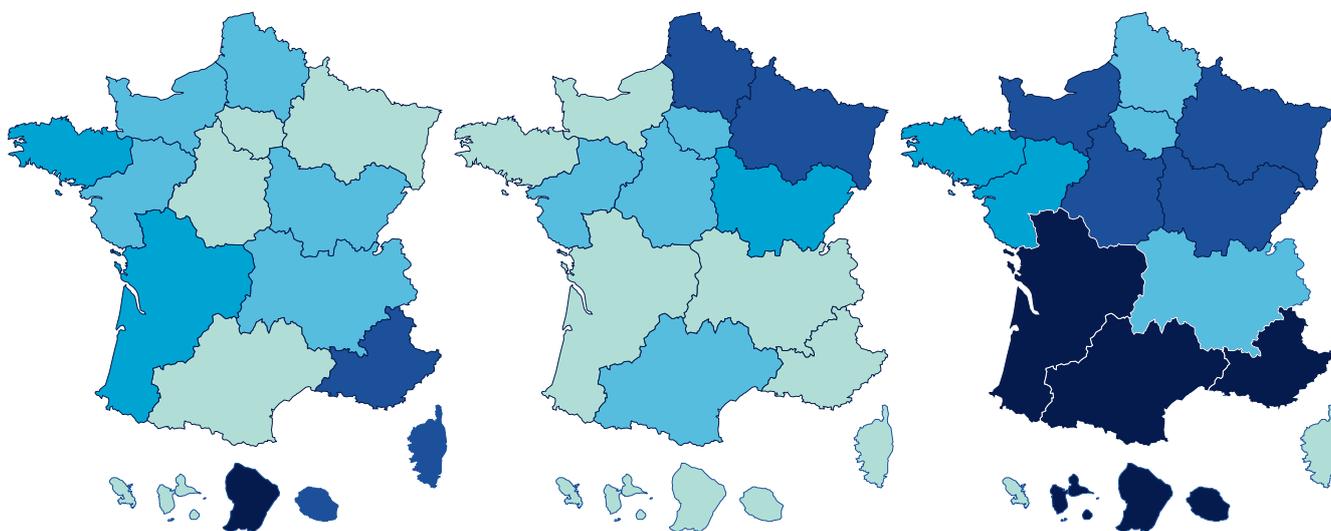
CARTE 1 | Évolution du nombre d'intérimaires dans l'ensemble des secteurs par région au 1<sup>er</sup> trimestre 2022



CARTE 1a | Évolution dans l'industrie

CARTE 1b | Évolution dans le tertiaire

CARTE 1c | Évolution dans la construction



Champ : France hors Mayotte. Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).  
Note : la région retenue est celle de l'établissement dans lequel la mission d'intérim est effectuée.

Le niveau de l'emploi intérimaire dans l'industrie reste néanmoins inférieur à celui de fin décembre 2019 en Bourgogne-Franche-Comté (-3,4 %), en Occitanie (-4,8 %) et surtout en Île-de-France (-7,2 %), tandis qu'il le dépasse nettement dans le Grand Est (+10,6 %).

En moyenne, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le volume de travail temporaire en ETP dans l'industrie augmente (+4,9 % soit +13 600 ETP, après +5,0 % soit +13 300 ETP).

## L'emploi intérimaire baisse dans le tertiaire mais dépasse nettement son niveau d'avant-crise

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, dans le secteur tertiaire, l'emploi intérimaire diminue légèrement par rapport au trimestre précédent (-1,1 % soit -4 200, après +5,4 % soit +19 700 intérimaires; tableau 1, graphique 2). 380 500 intérimaires travaillent dans le tertiaire, représentant 1,8 % de l'ensemble des salariés du secteur (inchangé par rapport au trimestre précédent et +0,1 point par rapport à fin 2019). Cette baisse est principalement due à un recul de l'emploi intérimaire dans le secteur du transport-entreposage, après une hausse d'ampleur équivalente au trimestre précédent (-5,7 % soit -6 900 intérimaires, après +5,6 % soit +6 500 au 4<sup>e</sup> trimestre 2021).

Dans l'ensemble du secteur tertiaire, le nombre d'intérimaires dépasse nettement le niveau atteint fin 2019 (+10,7 %), mais la situation est très hétérogène. L'emploi intérimaire reste éloigné de son niveau d'avant-crise dans les activités financières et d'assurance (-20,5 %) et l'information-communication (-10,6 %), tandis qu'il le dépasse très largement dans les services non marchands (+58,6 %), le transport-entreposage (+12,4 %) et le commerce (+10,9 %). Il a quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise dans l'hébergement-restauration (-1,6 %).

L'emploi intérimaire dans le tertiaire évolue différemment selon les régions (carte 1b, tableau complémentaire 3). Il diminue plus fortement qu'au niveau national dans les Hauts-de-France (-4,9 %, après +4,5 %), le Grand Est (-4,2 %, après +13,1 %) et la Bourgogne-Franche-Comté (-3,1 %, après +5,3 %), en lien avec le recul dans le transport et l'entreposage. L'écart de l'emploi intérimaire tertiaire au niveau d'avant-crise est ainsi très hétérogène selon les régions. Il est nettement supérieur au niveau du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 dans le Grand Est (+17,9 %) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+18,6 %). Au contraire, le nombre d'intérimaires se rapproche juste de son niveau d'avant-crise en Île-de-France (-0,3 %), et le dépasse de peu en Bourgogne-Franche-Comté (+3,8 %).

Mesuré sur l'ensemble du trimestre et en équivalent temps plein, le volume de l'emploi intérimaire augmente dans le tertiaire de 2,4 % (soit +9 400 ETP) par rapport au trimestre précédent, après +5,8 % (soit +21 400 ETP).

## Dans la construction, l'emploi intérimaire diminue nettement et repasse sous son niveau de fin décembre 2019

L'emploi intérimaire diminue nettement dans la construction au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, effaçant la reprise du 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (-4,3 %, soit -6 700 intérimaires, après +4,4 %, soit +6 500 intérimaires). Il s'établit ainsi à 149 100 intérimaires, ce qui représente 8,7 % de l'ensemble des salariés du secteur (soit -0,4 point par rapport au trimestre précédent et -0,9 point par rapport à fin 2019). Le nombre d'intérimaires s'éloigne ainsi de son niveau de fin décembre 2019 (-5,0 %).

TABLEAU 1 | Le travail intérimaire par secteur d'activité

Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Intérimaires						Équivalent-emplois à temps plein					
	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle
	En milliers	En %		En milliers		En %	En milliers	En %		En milliers		En %
	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2022 T1	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2022 T1
<b>Agriculture (AZ)</b> .....	<b>4,0</b>	<b>-3,2</b>	<b>-7,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,2</b>	<b>4,2</b>	<b>1,9</b>	<b>-2,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>11,2</b>
<b>Industrie, dont</b> .....	<b>285,5</b>	<b>7,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>19,8</b>	<b>-2,5</b>	<b>9,0</b>	<b>292,7</b>	<b>5,0</b>	<b>4,9</b>	<b>13,3</b>	<b>13,6</b>	<b>14,4</b>
C1: Industrie agroalimentaire.....	60,2	5,7	-3,5	3,4	-2,2	7,3	63,6	6,3	0,7	3,7	0,5	15,5
C2: Cokéfaction et raffinage.....	0,5	1,4	3,3	0,0	0,0	9,6	0,5	0,8	2,3	0,0	0,0	10,9
C3: Biens d'équipement.....	35,7	7,3	1,1	2,4	0,4	12,3	36,3	6,9	7,3	2,2	2,5	19,5
C4: Matériels de transport .....	30,9	12,3	4,0	3,2	1,2	8,8	31,4	-2,7	14,2	-0,8	3,9	11,7
C5: Autres branches industrielles .....	134,1	7,6	-1,2	9,6	-1,6	10,1	135,7	5,5	4,9	6,8	6,3	15,1
DE: Énergie, eau, déchets.....	24,2	5,1	-1,4	1,2	-0,4	2,8	25,3	6,0	1,6	1,4	0,4	5,5
<b>Construction (FZ)</b> .....	<b>149,1</b>	<b>4,4</b>	<b>-4,3</b>	<b>6,5</b>	<b>-6,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>153,9</b>	<b>5,9</b>	<b>2,5</b>	<b>8,3</b>	<b>3,8</b>	<b>1,7</b>
<b>Tertiaire, dont</b> : .....	<b>380,5</b>	<b>5,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>19,7</b>	<b>-4,2</b>	<b>11,9</b>	<b>400,5</b>	<b>5,8</b>	<b>2,4</b>	<b>21,4</b>	<b>9,4</b>	<b>17,1</b>
GZ: Commerce .....	81,1	4,9	2,1	3,7	1,7	15,1	85,1	6,1	4,7	4,7	3,8	20,7
HZ: Transport et entreposage.....	115,4	5,6	-5,7	6,5	-6,9	3,3	125,0	5,8	1,2	6,8	1,5	11,9
IZ: Hébergement-restauration.....	13,3	9,4	6,2	1,1	0,8	160,1	13,8	27,4	-5,6	3,2	-0,8	134,1
JZ: Information-communication .....	6,9	2,2	2,9	0,1	0,2	2,0	6,9	2,3	0,5	0,2	0,0	0,6
KZ: Services financiers.....	7,7	2,7	0,3	0,2	0,0	4,0	7,9	-2,7	0,4	-0,2	0,0	5,4
LZ: Services immobiliers.....	2,4	0,5	-5,7	0,0	-0,1	-3,5	2,5	0,5	-3,2	0,0	-0,1	4,3
MN: Services aux entreprises.....	110,6	4,7	-1,1	5,0	-1,2	8,6	113,4	3,5	1,4	3,7	1,6	10,8
OQ: Services non marchands.....	36,1	8,5	4,4	2,7	1,5	22,8	38,7	8,3	10,1	2,7	3,5	29,3
RU: Services aux ménages (*).....	7,0	6,7	-2,3	0,4	-0,2	41,6	7,3	6,1	-2,6	0,4	-0,2	50,4
<b>Ensemble des secteurs</b> .....	<b>819,1</b>	<b>5,8</b>	<b>-1,7</b>	<b>45,9</b>	<b>-13,8</b>	<b>7,8</b>	<b>851,3</b>	<b>5,5</b>	<b>3,2</b>	<b>43,2</b>	<b>26,6</b>	<b>13,1</b>

\* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

GRAPHIQUE 2 | Évolution trimestrielle de l'intérim par secteur d'activité

Données CVS



Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Le nombre d'intérimaires dans la construction diminue au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 dans la quasi-totalité des régions (carte 1c, tableau complémentaire 3). Il recule en particulier en Nouvelle-Aquitaine (-7,2 %, après +3,9 % au trimestre précédent), en Occitanie (-7,3 %, après +5,4 %) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-8,8 %, après +2,2 %). L'écart au niveau d'avant-crise est néanmoins très différent selon les régions. Fin mars 2022, l'emploi intérimaire dans la construction est nettement inférieur à son niveau de fin décembre 2019 en Occitanie (-12,8 %) et dans le Grand Est (-10,8 %) ; il l'atteint au contraire dans les Pays de la Loire (+0,8 %), ou en est peu éloigné en Bretagne (-1,4 %) et en Centre-Val de Loire (-1,8 %).

Mesuré sur l'ensemble du trimestre et en équivalent temps plein, le volume de l'emploi intérimaire augmente dans la construction de 2,5 % (soit +3800 ETP), après +5,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (soit +8300 ETP).

### La part du tertiaire dans l'emploi intérimaire reste supérieure à celle d'avant-crise

La répartition par secteur de l'emploi intérimaire diffère légèrement de celle d'avant-crise du fait des trajectoires hétérogènes de reprise. La part du secteur des services est supérieure à celle mesurée fin 2019 (46,4 % fin mars 2022 contre 43,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2019), tandis que celles de la construction et de l'industrie sont inférieures (18,2 % contre 20,1 % et 34,9 % contre 35,5 %, respectivement).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, la durée moyenne des missions s'établit à 2,1 semaines (+5,8 % par rapport au trimestre précédent). La durée des missions reste sensiblement plus élevée dans la construction (3,5 semaines au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit +2,7 % par rapport au trimestre précédent) que dans l'industrie (2,4 semaines, soit +4,8 %) et le tertiaire (1,6 semaine, soit +8,1 %).

### L'emploi intérimaire atténué légèrement la hausse de l'emploi salarié

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'emploi salarié total reste dynamique : +0,3 %, soit +78700 emplois, après +0,6 %, soit +159100 emplois, au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (tableau 3). Mais contrairement au trimestre précédent, l'emploi intérimaire atténué légèrement cette progression : hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,4 % (soit +92500 emplois, après +0,4 % soit +113200 emplois au 4<sup>e</sup> trimestre 2021). Comme l'emploi intérimaire, l'emploi salarié hors intérim dépasse son niveau d'avant-crise, fin 2019 : il lui est supérieur de 2,7 % (soit +680600 emplois). L'emploi total, intérim compris, est ainsi supérieur à son niveau d'avant-crise de 2,8 % (soit +717000 emplois).

Le recul modéré de l'emploi intérimaire dans l'industrie a peu d'effet sur l'emploi salarié du secteur, qui est quasi-stable hors intérim (-0,1 %, soit -1900 emplois) et y compris intérim (-0,1 %, soit -4400 emplois). Cela masque des dynamiques différentes au sein des secteurs industriels : dans le secteur de la fabrication de matériels de transport, la reprise de l'emploi intérimaire atténué la baisse de l'emploi total ; l'emploi salarié y diminue de 0,8 % hors intérim (soit -2700 emplois) mais de 0,4 % avec intérim (soit -1500 emplois). Au contraire, dans le secteur de l'agro-alimentaire, l'emploi intérimaire contribue directement à la baisse de l'emploi salarié dans le secteur : l'emploi salarié y est stable hors intérim, et diminue légèrement avec intérim (-0,3 %, soit -2200 emplois). Dans le tertiaire, l'emploi intérimaire atténué la hausse de l'emploi salarié : hors intérim, l'emploi salarié y progresse de +0,5 % (+94200 emplois) ; en incluant l'intérim, il augmente de +0,4 % (+89900 emplois). Cela est principalement dû au recul marqué de l'emploi intérimaire dans le secteur des transports et entreposage, contrairement à l'emploi salarié hors intérim qui y est stable. Dans la construction, l'intérim contribue à la baisse de l'emploi salarié total : l'emploi salarié hors intérim y est quasi-stable (+0,1 %, soit +2200 emplois) tandis que l'emploi salarié total, intérim compris, diminue de 0,3 % (-4600 emplois).

TABLEAU 2 | Le taux de recours et la durée moyenne des missions par secteur d'activité

Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Taux de recours				Durée moyenne des missions			
	Niveau	Évolution (en points)			Niveau	Évolution (en %)		
	En %	Trimestrielle		Annuelle	En semaines	Trimestrielle		Annuelle
	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2022 T1	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2022 T1
<b>Agriculture (AZ)</b> .....	<b>1,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>15,9</b>	<b>23,7</b>
<b>Industrie, dont</b> .....	<b>8,3</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>2,4</b>	<b>4,0</b>	<b>4,8</b>	<b>8,6</b>
C1: Industrie agroalimentaire.....	8,7	0,4	-0,3	0,3	1,5	3,6	3,5	10,5
C2: Cokéfaction et raffinage .....	5,6	0,1	0,3	0,7	5,1	-9,8	13,1	0,1
C3: Biens d'équipement.....	8,2	0,5	0,1	0,8	4,3	0,0	8,1	9,9
C4: Matériels de transport .....	8,1	0,8	0,3	0,8	3,9	5,4	-7,1	-4,0
C5: Autres branches industrielles .....	8,8	0,6	-0,1	0,7	2,8	4,1	5,0	8,6
DE: Énergie, eau, déchets.....	5,8	0,3	-0,1	0,1	1,9	6,1	6,0	15,3
<b>Construction (FZ)</b> .....	<b>8,7</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>3,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	<b>8,5</b>
<b>Tertiaire, dont</b> : .....	<b>1,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>8,1</b>	<b>-1,3</b>
GZ: Commerce .....	2,4	0,1	0,0	0,2	1,7	2,5	0,1	0,9
HZ: Transport et entreposage.....	7,5	0,4	-0,4	0,2	2,2	0,0	13,4	7,8
IZ: Hébergement-restauration.....	1,1	0,1	0,1	0,6	0,8	0,7	15,2	-27,0
JZ: Information-communication .....	0,8	0,0	0,0	0,0	4,0	6,2	-2,9	-5,1
KZ: Services financiers.....	0,9	0,0	0,0	0,0	4,8	-7,0	18,5	4,9
LZ: Services immobiliers.....	1,0	0,0	-0,1	0,0	2,0	-4,4	-4,1	-19,6
MN: Services aux entreprises.....	3,6	0,1	-0,1	0,1	1,8	-1,5	11,7	6,5
OQ: Services non marchands.....	0,4	0,0	0,0	0,1	0,8	-1,3	5,2	5,0
RU: Services aux ménages (*) .....	0,5	0,0	0,0	0,1	1,0	-0,4	4,3	-27,9
<b>Ensemble des secteurs</b> .....	<b>3,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>2,1</b>	<b>0,9</b>	<b>5,8</b>	<b>1,3</b>

\* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

TABLEAU 3 | L'emploi hors intérim et y compris intérim par secteur d'activité

Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Emploi hors intérim						Emploi y compris intérim					
	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle
	En milliers	En %		En milliers		En %	En milliers	En %		En milliers		En %
	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2021 T4	2022 T1	2022 T1
<b>Agriculture (AZ)</b> .....	<b>307,4</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>311,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>-2,2</b>	<b>1,9</b>
<b>Industrie, dont</b> .....	<b>3 172,8</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>7,7</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>3 458,3</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>27,5</b>	<b>-4,4</b>	<b>1,4</b>
C1: Industrie agroalimentaire.....	632,5	0,9	0,0	5,7	0,0	3,0	692,7	1,3	-0,3	9,1	-2,2	3,3
C2: Cokéfaction et raffinage .....	8,3	-0,8	-2,4	-0,1	-0,2	-4,7	8,8	-0,7	-2,1	-0,1	-0,2	-4,0
C3: Biens d'équipement.....	399,9	0,0	-0,1	0,0	-0,5	0,4	435,5	0,5	0,0	2,4	-0,1	1,3
C4: Matériels de transport .....	349,0	-0,5	-0,8	-1,8	-2,7	-2,3	379,9	0,4	-0,4	1,4	-1,5	-1,5
C5: Autres branches industrielles .....	1 393,7	0,3	0,1	3,7	1,8	0,8	1 527,8	0,9	0,0	13,3	0,2	1,6
DE: Énergie, eau, déchets.....	389,4	0,0	-0,1	0,1	-0,3	0,7	413,6	0,3	-0,2	1,3	-0,7	0,8
<b>Construction (FZ)</b> .....	<b>1 573,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>6,3</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1 722,7</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>12,9</b>	<b>-4,6</b>	<b>1,4</b>
<b>Tertiaire, dont</b> : .....	<b>20 652,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>95,9</b>	<b>94,2</b>	<b>3,2</b>	<b>21 032,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>115,7</b>	<b>89,9</b>	<b>3,3</b>
GZ: Commerce .....	3 365,5	0,6	0,3	20,0	11,3	3,3	3 446,6	0,7	0,4	23,7	13,0	3,6
HZ: Transport et entreposage.....	1 420,7	0,4	0,0	6,2	-0,4	0,9	1 536,0	0,8	-0,5	12,7	-7,3	1,1
IZ: Hébergement-restauration.....	1 195,4	1,1	-0,2	12,8	-1,8	16,4	1 208,7	1,2	-0,1	13,9	-1,0	17,2
JZ: Information-communication .....	884,7	1,1	2,2	9,7	19,3	6,0	891,6	1,1	2,2	9,8	19,5	6,0
KZ: Services financiers.....	878,0	0,2	0,2	2,1	1,9	1,6	885,7	0,3	0,2	2,3	2,0	1,6
LZ: Services immobiliers.....	248,2	-0,2	0,3	-0,5	0,6	0,0	250,6	-0,2	0,2	-0,5	0,5	-0,1
MN: Services aux entreprises.....	2 940,2	1,0	1,2	29,1	34,3	5,0	3 050,8	1,1	1,1	34,1	33,1	5,2
OQ: Services non marchands.....	8 430,2	0,3	0,2	25,7	16,1	0,7	8 466,3	0,3	0,2	28,4	17,6	0,8
RU: Services aux ménages (*) .....	1 289,5	-0,7	1,0	-9,2	12,8	6,6	1 296,5	-0,7	1,0	-8,7	12,6	6,7
<b>Ensemble des secteurs</b> .....	<b>25 706,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>113,2</b>	<b>92,5</b>	<b>2,8</b>	<b>26 525,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>159,1</b>	<b>78,7</b>	<b>2,9</b>

\* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

## Encadré 1 • Pour comprendre ces résultats

### Les sources

**Intérim :** Depuis mai 2018, les statistiques de l'emploi intérimaire sont issues exclusivement de la Déclaration sociale nominative (DSN). Cette dernière se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission d'intérim – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires. Le champ géographique couvre la France métropolitaine ainsi que quatre Drom sur cinq (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion). Les séries des principaux indicateurs figurent sur le [site de la Dares](#).

**Emploi salarié hors intérim :** Il provient de l'estimation trimestrielle Urssaf Caisse Nationale-Dares-Insee. Il couvre tous les secteurs d'activité, en dehors des activités extraterritoriales. Il porte sur le champ de la France hors Mayotte.

### Quelques définitions

**Intérimaires en fin de trimestre :** nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur, alors que dans les estimations trimestrielles d'emploi salarié Urssaf Caisse Nationale -Dares-Insee, ils sont classés dans le secteur tertiaire.

**Durée moyenne des missions :** moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

**Volume de travail intérimaire en équivalent temps plein sur le trimestre (ETP) :** mesure de l'intérim privilégiant une analyse en moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires en fin de trimestre, qui évalue un stock en fin de période. Les deux indicateurs peuvent évoluer de manière différente selon la répartition des missions au cours du trimestre et l'évolution de leur durée. La volatilité mensuelle des données affecte davantage l'évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre que celle du volume de travail intérimaire en ETP.

**Taux de recours à l'intérim :** rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

### Révisions

Par rapport à [l'estimation provisoire Flash](#) diffusée le 6 mai 2022, l'évolution du nombre d'intérimaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, tous secteurs confondus, est révisée en baisse : -1,7 % (-13 800) contre -1,4 % (-11 500).

Par rapport aux [estimations diffusées le 9 mars 2022](#), la variation trimestrielle du nombre d'intérimaires en fin de 4<sup>e</sup> trimestre 2021, tous secteurs confondus, est révisée à la hausse (+3 600, cf. tableau ci-dessous).

L'ensemble de ces révisions est lié à la fois à diverses modifications des niveaux des séries brutes issues des déclarations sociales nominatives et des relevés de missions d'intérim avant 2017, et à la ré-estimation annuelle des corrections des variations saisonnières. Toutes ces modifications sont détaillées dans la [note de révision des séries de l'emploi intérimaire](#).

### Révisions des principaux indicateurs de l'emploi intérimaire pour le T4 2021 et le T3 2021 par rapport à la publication précédente

Données CVS

	Révisions des évolutions trimestrielles au T4 2021				Révisions des évolutions trimestrielles au T3 2021			
	Intérimaires		Équivalent-emplois à temps plein		Intérimaires		Équivalent-emplois à temps plein	
	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers
Industrie .....	0,8	2,0	0,9	2,3	-0,5	-1,5	-0,8	-2,2
Construction.....	-0,1	-0,2	0,4	0,5	-0,6	-0,9	-0,5	-0,9
Tertiaire .....	0,5	2,0	0,4	1,4	-0,6	-2,1	-1,0	-3,6
<b>Ensemble des secteurs.....</b>	<b>0,4</b>	<b>3,6</b>	<b>0,5</b>	<b>4,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>-4,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>-6,7</b>

Note de lecture : par rapport à la précédente publication du Dares Indicateurs (DI) en mars 2022, l'évolution du nombre d'intérimaires en fin de 3<sup>e</sup> trimestre 2021, tous secteurs confondus, est révisée de +0,4 point, soit +3 600 intérimaires.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

Anne-Lise Biotteau (Dares)

**Directrice de la publication**  
Michel Houdebine

**Directrice de la rédaction**  
Anne-Juliette Bessone

**Secrétaires de rédaction**  
Thomas Cayet, Laurence Demeulenaere

**Maquettistes**  
Valérie Olivier, Bruno Pezzali

**Mise en page et impression**  
Dares, ministère du Travail,  
du Plein emploi et de l'Insertion

**Dépôt légal**  
à parution

**Numéro de commission paritaire**  
3124 AD. ISSN 2109 – 4128  
et ISSN 22674756

**Réponses à la demande**  
dares.communication@travail.gouv.fr

**Contact presse**  
Joris Aubrespin-Marsal  
joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr

La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion. Elle contribue à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.

[dares.travail-emploi.gouv.fr](http://dares.travail-emploi.gouv.fr)

RETROUVEZ LES DONNÉES DES GRAPHIQUES  
ET TABLEAUX SUR NOTRE SITE INTERNET.

